

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Cuthbert

Code géographique : 52062

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Lauzon, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Cuthbert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-27 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Cuthbert, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Municipalité de Saint-Cuthbert au 31 décembre 2014, ainsi que les résultats des activités, de la variation des actifs financiers nets (de leur dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que Municipalité de Saint-Cuthbert inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Yvan Gaudet, CPA auditeur, CA
368 Chemin des Prairies
Joliette, Qc.
J6E 4J8

DATE 2015-04-27

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 910 766	1 943 535			1 943 535	2 049 071
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 698	10 023			10 023	10 037
Quotes-parts	3						
Transferts	4	270 820	304 389			304 389	629 846
Services rendus	5	2 000	28 688			28 688	69 264
Imposition de droits	6	26 000	35 574			35 574	35 249
Amendes et pénalités	7	5 000	15 836			15 836	15 515
Intérêts	8	23 500	30 674			30 674	28 573
Autres revenus	9	220 120	54 125			54 125	20 770
	10	2 470 904	2 422 844			2 422 844	2 858 325
Investissement							
Taxes	11	66 080	66 575			66 575	
Quotes-parts	12						
Transferts	13	221 968	224 921			224 921	374 645
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		30 000			30 000	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	288 048	321 496			321 496	374 645
	18	2 758 952	2 744 340			2 744 340	3 232 970
Charges							
Administration générale	19	560 645	516 458	29 060		545 518	466 712
Sécurité publique	20	338 513	344 228	3 443		347 671	367 638
Transport	21	563 490	545 926	269 046		814 972	800 640
Hygiène du milieu	22	478 375	447 887	165 491		613 378	704 497
Santé et bien-être	23	5 000	5 000			5 000	5 000
Aménagement, urbanisme et développement	24	76 376	116 680			116 680	71 626
Loisirs et culture	25	129 738	115 228	26 697		141 925	158 027
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	120 617	135 811			135 811	126 685
Amortissement des immobilisations	28	338 530	493 737	(493 737)			
	29	2 611 284	2 720 955			2 720 955	2 700 825
Excédent (déficit) de l'exercice	30	147 668	23 385			23 385	532 145

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	147 668	23 385	532 145
Moins: revenus d'investissement	2 (	288 048 ) (	321 496 ) (	374 645)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(140 380)	(298 111)	157 500
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	338 530	493 737	588 305
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	338 530	493 737	588 305
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		25 000	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		25 000	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	373 700 ) (	374 131 ) (	52 202)
	18	(373 700)	(374 131)	(52 202)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (		456 828 ) (	173 461)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	175 550		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	175 550	(456 828)	(173 461)
	26	140 380	(312 222)	362 642
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		(610 333)	520 142

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	288 048	321 496	374 645
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	1 105)	(10 002)
Sécurité publique	3 ()))
Transport	4 (	)	93 883)	(86 688)
Hygiène du milieu	5 (	112 500)	349 546)	(71 773)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)	( 23 893)
Loisirs et culture	8 (	)	168 487)	(355 750)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	112 500)	613 021)	(548 106)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	165 303))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 (	)	455 153))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		455 153	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		456 828	173 461
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18		456 828	173 461
	19	(112 500)	(321 496)	(374 645)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	175 548		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	449 200	431 468	425 654
Charges sociales	2	103 100	90 942	89 851
Biens et services	3	1 094 822	1 052 893	976 384
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	67 218	61 067	109 664
D'autres organismes municipaux	5	969	776	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	47 130	71 449	
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	5 300	2 519	17 021
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	394 415	400 005	383 359
Autres	10	57 000	66 865	61 294
Autres organismes	11	52 200	47 034	42 601
Amortissement des immobilisations	12	338 530	493 737	588 305
Autres				
-	13	1 400	2 200	5 402
-	14			1 290
-	15			
	16	2 611 284	2 720 955	2 700 825

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	1 976 846	2 010 110	2 049 071
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 698	10 023	10 037
Quotes-parts	3			
Transferts	4	492 788	529 310	1 004 491
Services rendus	5	2 000	28 688	69 264
Imposition de droits	6	26 000	35 574	35 249
Amendes et pénalités	7	5 000	15 836	15 515
Intérêts	8	23 500	30 674	28 573
Autres revenus	9	220 120	84 125	20 770
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 758 952	2 744 340	3 232 970
Charges				
Administration générale	12	583 595	545 518	466 712
Sécurité publique	13	341 956	347 671	367 638
Transport	14	796 431	814 972	800 640
Hygiène du milieu	15	531 356	613 378	704 497
Santé et bien-être	16	5 000	5 000	5 000
Aménagement, urbanisme et développement	17	76 376	116 680	71 626
Loisirs et culture	18	155 953	141 925	158 027
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	120 617	135 811	126 685
	21	2 611 284	2 720 955	2 700 825
Excédent (déficit) de l'exercice	22	147 668	23 385	532 145
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		5 036 659	4 504 514
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		5 036 659	4 504 514
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 060 044	5 036 659

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	147 668	23 385	532 145
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	112 500 ) (	613 021 ) (	548 106)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	338 530	493 737	588 305
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	226 030	(119 284)	40 199
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(140 303)	
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11		(140 303)	
	12	373 698	(236 202)	572 344
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	373 698	(236 202)	572 344
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(3 641 405)	(4 213 749)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(3 641 405)	(4 213 749)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(3 877 607)	(3 641 405)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	110 774	491 236
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	1 050 957	1 357 898
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	455 153	
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>1 616 884</u>	<u>1 849 134</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	629 788	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	246 264	585 220
Revenus reportés (note 12)	13	72 000	
Dette à long terme (note 13)	14	4 546 439	4 905 319
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>5 494 491</u>	<u>5 490 539</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	<u>(3 877 607)</u>	<u>(3 641 405)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	8 797 348	8 678 064
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	140 303	
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21		
	22	<u>8 937 651</u>	<u>8 678 064</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>5 060 044</u>	<u>5 036 659</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 385	532 145
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	493 737	588 305
Autres			
-	3		
-	4		
	5	517 122	1 120 450
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	306 941	1 004 837
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(338 956)	264 548
Revenus reportés	9	72 000	
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(140 303)	
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	416 804	2 389 835
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(613 021)	(548 106)
Produit de cession	16		
	17	(613 021)	(548 106)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(455 153)	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(455 153)	
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(374 131)	(52 202)
Variation nette des emprunts temporaires	25	629 788	(1 328 257)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	15 251	
Autres			
-	27		
-	28		
	29	270 908	(1 380 459)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(380 462)	461 270
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	491 236	29 966
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	110 774	491 236

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité

de Saint-Cuthbert est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipale de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

n/a

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivant :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

n/a

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à leur valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructure: 40 ans et 20 ans

Véhicules: 10 ans

Bâtiments: 40 ans

Chemin : 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 10 ans

Machinerie outillage: 10 ans.

Équipement informatique: 5 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées au revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédent et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Mesures transitoires relatives à la TVQ :

- au fur et à mesure du remboursement au fonds général ou au fonds de roulement sur une période maximale de 10 ans.
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Passifs

Dépenses reportées

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escomptes et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une période maximale de cinq ans.

Subvention reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
4. Encaisse et placements affectés				
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :				
Encaisse	1	110 774		
Placements temporaires	2			
Placements à long terme	3			
Note				
<hr/>				
5. Débiteurs				
Taxes municipales	4	279 245		273 685
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	359 019		484 241
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	412 693		403 805
Organismes municipaux	8			11 895
Autres				
-	9			184 272
-	10			
	11	1 050 957		1 357 898
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12			
Organismes municipaux	13			
Autres tiers	14			
	15			
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs				
	16			
Note				
<hr/>				
6. Prêts				
Prêts à un office d'habitation	17			
Prêts à un fonds d'investissement	18			
Autres				
-	19			
-	20			
	21			
Note				
<hr/>				
7. Placements à long terme				
Placements à titre d'investissement	22			
Autres placements	23	455 153		
	24	455 153		
Note				

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	9 493
Régimes de retraite des élus municipaux	32	9 842
	33	19 335
	<u>19 335</u>	<u>18 800</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	199 214	537 852
Salaires et avantages sociaux	38	2 099	2 952
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- intérêts courus	42	44 951	44 416
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	246 264	585 220

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Festivité 250 ieme	50	16 000	
- Fabrique	51	56 000	
	52	72 000	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	1,85	2014	2018	53	2 837 300	3 023 259
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,75	1,85	2014	2018	57	1 730 200	1 898 941
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition				2015	59	39 945	59 376
Autres					60		
					61	4 607 445	4 981 576
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(61 006)	(76 257)
					63	4 546 439	4 905 319

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2015	64	72	353 000	80	39 045	89	97	392 045
2016	65	73	362 300	81		90	98	362 300
2017	66	74	377 500	82		91	99	377 500
2018	67	75	3 475 600	83		92	100	3 475 600
2019	68	76		84		93	101	
2020 et +	69	77		85		94	102	
	70	78	4 568 400	86	39 045	95	103	4 607 445
Intérêts et frais accessoires				87	()		104	()
	71	79	4 568 400	88	39 045	96	105	4 607 445

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(1 978 666)
Tiers		(1 742 464)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(1 898 941)
Autres	108	
	109	(3 877 607)
		(3 641 405)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	1 257 601	138	20 446	165		192	1 278 047
Eaux usées	111	6 153 585	139	329 100	166		193	6 482 685
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	5 141 863	140	83 636	167		194	5 225 499
Autres	113	272 887	141	38 760	168		195	311 647
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	1 063 112	143	117 726	170		197	1 180 838
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	102 002	145		172		199	102 002
Ameublement et équipement de bureau	118	79 163	146	16 768	173		200	95 931
Machinerie, outillage et équipement divers	119	312 908	147	6 585	174		201	319 493
Terrains	120	70 500	148		175		202	70 500
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>14 453 621</u>	150	<u>613 021</u>	177		204	<u>15 066 642</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>14 453 621</u>	152	<u>613 021</u>	179		206	<u>15 066 642</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	1 238 953	153	2 045	180		207	1 240 998
Eaux usées	126	153 840	154	162 509	181		208	316 349
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	3 503 120	155	241 128	182		209	3 744 248
Autres	128	125 748	156	12 994	183		210	138 742
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	476 698	158	44 821	185		212	521 519
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	69 569	160	5 452	187		214	75 021
Ameublement et équipement de bureau	133	60 337	161	4 861	188		215	65 198
Machinerie, outillage et équipement divers	134	147 292	162	19 927	189		216	167 219
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>5 775 557</u>	164	<u>493 737</u>	191		218	<u>6 269 294</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>8 678 064</u>					219	<u>8 797 348</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	123 553	223		225		227	123 553
Amortissement cumulé	221	(48 638)	224	(12 089)	226	()	228	(60 727)
Valeur comptable nette	222	<u>74 915</u>					229	<u>62 826</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	140 303	
	233	140 303	
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	140 303	
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236		
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239		
<hr/>			
Note			

18. Obligations contractuelles

La municipalité est membre de la Municipalité Régionale de Comté d'Autray. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

Ouverture des chemins d'hiver

La municipalité s'est engagée en vertu de contrats de cinq ans échéant en 2014 et 2020 pour l'ouverture des chemins en hiver. Les engagements sont les suivants :

2015 : 145 675 \$ 2016 : 148 804 \$ 2017 : 148 804 \$ 2018 : 150 288 \$
2019 : 151 785 \$ 2020 : 153 296 \$

Enlèvement des ordures et cueillette sélective

Matière recyclable

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat échéant en 2019. Le solde des engagements au 31 décembre 2014 est estimé à 251 874 \$.

Matière résiduelle

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat échéant en 2018. Le solde des engagements au 31 décembre 2014 est estimé à 348 346 \$.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

n/a

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

b) Auto-assurance

n/a

c) Poursuites

n/a

d) Autres

n/a

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/0

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de l'audit.

22. Instruments financiers

		2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	240	110 774	491 236
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242		
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	253	110 774	491 236

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 578 354	1 188 687
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 151 813	151 813
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (329) (329)	(329)
Financement des investissements en cours	4	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 4 330 206	3 696 488
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 5 060 044	5 036 659

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Chalet des loisirs	8 151 813	151 813
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 151 813	151 813
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38	
	39 151 813	151 813

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (329) ()	(329)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (329) ()	(329)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 () ()	()
	56 (329) ()	(329)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 () ()	()
	59	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 8 797 348	8 678 064
Propriétés destinées à la revente	61 140 303	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 8 937 651	8 678 064
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 4 546 439	4 905 319
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 61 006	76 257
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	()
	71 4 607 445	4 981 576
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 4 607 445	4 981 576
	74 4 330 206	3 696 488

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>9 493</u>	<u>9 586</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	9 842	9 214
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u> </u>	<u> </u>
98	<u>9 842</u>	<u>9 214</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	4 607 445
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	4 607 445
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	16	4 607 445
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	202 936
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	4 810 381
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	4 810 381
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 529 218	1 547 410	1 540 969
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	25 700	25 866	25 785
Activités de fonctionnement	6			65 910
Activités d'investissement	7	66 080	66 575	
Autres	8			
	9	1 620 998	1 639 851	1 632 664
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	132 000	137 580	135 835
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	25 500	25 660	25 660
Matières résiduelles	13	182 230	182 136	182 230
Autres				
-Roulotte	14	360	240	54 435
-Cours d'eau	15			3 930
-Éclairage public	16	15 758	15 951	14 317
Centres d'urgence 9-1-1	17		8 692	
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	355 848	370 259	416 407
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	355 848	370 259	416 407
	26	1 976 846	2 010 110	2 049 071

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 420		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 420		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 11 150	8 841	8 855
	35 11 150	8 841	8 855
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 11 570	8 841	8 855
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 513	577	577
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42 615	605	605
Taxes d'affaires	43		
	44 1 128	1 182	1 182
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 12 698	10 023	10 037

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		9 000
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	203 310	204 714
Enlèvement de la neige	58		204 688
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		212 037
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	16 510	13 374
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	51 000	55 176
Tri et conditionnement	73		57 301
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	3 625	15 328
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	27 500	
Réseau d'électricité	89		
	90	270 820	304 389
			513 411

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91	12 240	12 243
Sécurité publique			12 243
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	209 728	212 678
Matières résiduelles			178 130
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		184 272
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	221 968	224 921
			374 645

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		116 435
	138		116 435
TOTAL DES TRANSFERTS	139 492 788	529 310	1 004 491

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182		23 955	8 315
Sécurité publique	183		1 211	1 200
Transport				
Réseau routier	184		48	2 758
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	1 000	(362)	4 207
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	1 000	3 836	52 784
Réseau d'électricité	194			
	195	2 000	28 688	69 264
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	2 000	28 688	69 264
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197			
Droits de mutation immobilière	198	26 000	35 574	35 249
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	26 000	35 574	35 249
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 000	15 836	15 515
INTÉRÊTS	203	23 500	30 674	28 573
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		30 000	
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	3 500	4 225	3 875
Autres contributions	210		49 900	
Autres	211	216 620		16 895
	212	220 120	84 125	20 770

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	115 826	104 819		104 819	101 864
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	278 863	222 632	29 060	251 692	204 595
Greffe	4	9 806	9 385		9 385	15 000
Évaluation	5	56 983	57 783		57 783	36 619
Gestion du personnel	6					
Autres	7	99 167	121 839		121 839	108 634
	8	560 645	516 458	29 060	545 518	466 712
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	181 674	181 377		181 377	215 764
Sécurité incendie	10	149 526	147 313	3 443	150 756	145 710
Sécurité civile	11	7 313	6 846		6 846	6 164
Autres	12		8 692		8 692	
	13	338 513	344 228	3 443	347 671	367 638
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	315 819	280 515	268 863	549 378	538 639
Enlèvement de la neige	15	196 658	210 983		210 983	206 173
Éclairage des rues	16	6 200	5 383	183	5 566	7 187
Circulation et stationnement	17	28 800	31 285		31 285	32 309
Transport collectif						
Transport en commun	18	16 013	17 760		17 760	16 332
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	563 490	545 926	269 046	814 972	800 640

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalisations 2014		Total	Réalisations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	180 150	179 228	2 982	182 210	234 069
Réseau de distribution de l'eau potable	24	24 800	8 044		8 044	31 973
Traitement des eaux usées	25	54 500	11 484	28 785	40 269	46 599
Réseaux d'égout	26			133 724	133 724	125 055
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	80 000	79 030		79 030	82 289
Élimination	28	68 036	64 179		64 179	74 972
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	45 000	45 654		45 654	47 434
Tri et conditionnement	30	13 500	13 849		13 849	13 035
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34	1 500				1 784
Plan de gestion	35	9 318	9 319		9 319	5 051
Autres	36		35 529		35 529	38 365
Cours d'eau	37	1 571	1 571		1 571	3 871
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	478 375	447 887	165 491	613 378	704 497
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 000	5 000		5 000	5 000
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	5 000	5 000		5 000	5 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	65 826	81 130		81 130	61 092
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47		25 000		25 000	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	10 550	10 550		10 550	10 534
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	76 376	116 680		116 680	71 626

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	4 900	1 678	12 028	13 706	2 303
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 000	4 586	6 433	11 019	7 615
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	63 550	58 444	6 523	64 967	74 373
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	71 450	64 708	24 984	89 692	84 291
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	14 300	11 561		11 561	13 217
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64			1 713	1 713	
Autres	65	43 988	38 959		38 959	60 519
	66	58 288	50 520	1 713	52 233	73 736
	67	129 738	115 228	26 697	141 925	158 027
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	115 317	115 532		115 532	109 664
Autres frais	70		17 760		17 760	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	5 300	2 519		2 519	17 021
	73	120 617	135 811		135 811	126 685
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	338 530	493 737	(493 737)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité de Saint-Cuthbert. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité de Saint-Cuthbert a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Yvan Gaudet, CPA auditeur, CA
368 Chemin des Prairies
Joliette, Qc.
J6E 4J8

DATE 2015-04-27

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		2 010 110
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		2 010 110

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	2 010 110
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>2 010 110</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	8 692	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>8 692</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>2 001 418</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>192 114 000</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>193 127 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>192 620 800</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 001 418</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>192 620 800</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 0 | 3 | 9 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	5 000		
Usines de traitement de l'eau potable	2	9 500	20 446	10 528
Usines et bassins d'épuration	3			13 780
Conduites d'égout	4		329 100	47 465
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	44 000	83 636	49 138
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		3 662	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		829	23 893
Autres infrastructures	11		34 269	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	45 000	117 726	355 750
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18		1 105	10 002
Machinerie, outillage et équipement divers	19	9 000	22 248	37 550
Terrains	20			
Autres	21			
	22	112 500	613 021	548 106

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24		20 446	10 528
Usines et bassins d'épuration	25			13 780
Conduites d'égout	26			47 465
Autres infrastructures	27		84 464	42 221
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		329 100	
Autres infrastructures	32		37 932	30 810
Autres immobilisations	33		141 079	403 302
	34		613 021	548 106

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	3 023 259		185 959	2 837 300
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 898 941		168 741	1 730 200
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	59 376		19 431	39 945
Autres	6				
	7	4 981 576		374 131	4 607 445
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	465 132		43 960	421 172
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 617 503		330 171	2 287 332
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	3 082 635		374 131	2 708 504
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	1 898 941			1 898 941
Autres	23				
	24				
	25	1 898 941			1 898 941
	26	4 981 576		374 131	4 607 445
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	4 981 576		374 131	4 607 445

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	56 983	57 783	36 619
Autres	3	47 162	49 408	50 227
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	143 776	143 776	138 439
Sécurité civile	6	1 213	1 213	1 088
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	179		176
Transport collectif	9	16 013	17 760	16 332
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	108 854	109 827	119 423
Cours d'eau	13	1 571	1 571	709
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	3 926	3 929	5 692
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	10 550	10 550	10 534
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	4 188	4 188	4 120
Réseau d'électricité				
	24			
	25	394 415	400 005	383 359

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	40,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	35,00	***	***	***
Cols blancs	3	2,00	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	8,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6			***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	13,00		***	***	***
Élus	9	7,00		71 232	14 497	85 729
	10	20,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	289 132	212 678	27 500	529 310
	17	289 132	212 678	27 500	529 310

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	57 783	28		54	57 783	80		106	57 783	132
Autres	3	458 675	29	29 060	55	487 735	81	23 955	107	463 780	133 7 651
	4	516 458	30	29 060	56	545 518	82	23 955	108	521 563	134 7 651
Sécurité publique											
Police	5	181 377	31		57	181 377	83		109	181 377	135
Sécurité incendie	6	147 313	32	3 443	58	150 756	84		110	150 756	136
Sécurité civile	7	6 846	33		59	6 846	85	1 211	111	5 635	137
Autres	8	8 692	34		60	8 692	86		112	8 692	138
	9	344 228	35	3 443	61	347 671	87	1 211	113	346 460	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	280 515	36	268 863	62	549 378	88	48	114	549 330	140 10 285
Enlèvement de la neige	11	210 983	37		63	210 983	89		115	210 983	141
Autres	12	36 668	38	183	64	36 851	90		116	36 851	142
Transport collectif	13	17 760	39		65	17 760	91		117	17 760	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	545 926	41	269 046	67	814 972	93	48	119	814 924	145 10 285
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	179 228	42	2 982	68	182 210	94		120	182 210	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	8 044	43		69	8 044	95	(362)	121	8 406	147 360
Traitement des eaux usées	18	11 484	44	28 785	70	40 269	96		122	40 269	148 4 178
Réseaux d'égout	19		45	133 724	71	133 724	97		123	133 724	149 112 370
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	143 209	46		72	143 209	98		124	143 209	150
Matières recyclables	21	59 503	47		73	59 503	99		125	59 503	151
Autres	22	44 848	48		74	44 848	100		126	44 848	152
Cours d'eau	23	1 571	49		75	1 571	101		127	1 571	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155 967
	26	447 887	52	165 491	78	613 378	104	(362)	130	613 740	156 117 875

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	5 000	172		187	5 000	202		217		5 000	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159		174		189		204		219			234
	160	5 000	175		190	5 000	205		220		5 000	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	81 130	176		191	81 130	206		221		81 130	236
Rénovation urbaine	162	25 000	177		192	25 000	207		222		25 000	237
Promotion et développement économique	163	10 550	178		193	10 550	208		223		10 550	238
Autres	164		179		194		209		224			239
	165	116 680	180		195	116 680	210		225		116 680	240
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	64 708	181	24 984	196	89 692	211	3 836	226		85 856	241
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	11 561	182		197	11 561	212		227		11 561	242
Autres	168	38 959	183	1 713	198	40 672	213		228		40 672	243
	169	115 228	184	26 697	199	141 925	214	3 836	229		138 089	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	2 091 407	186	493 737	201	2 585 144	216	28 688	231		2 556 456	246
												135 811

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	613 021	548 106
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	613 021	548 106

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 188 687	820 358
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 188 687	820 358
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	(610 333)	520 142
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		(151 813)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(610 333)	368 329
Solde à la fin de l'exercice	12	578 354	1 188 687
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	151 813	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	151 813	
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		151 813
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		151 813
Solde à la fin de l'exercice	22	151 813	151 813
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
Solde à la fin de l'exercice	31		

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (329)	(329)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (329)	(329)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48	
	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 (329)	(329)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	55	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
Solde à la fin de l'exercice	60	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 3 696 488	3 684 485
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 3 696 488	3 684 485
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 633 718	12 003
Solde à la fin de l'exercice	67 4 330 206	3 696 488

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[0] , [8 | 0 | 0 | 0] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[ ] , [ ] | [ ] | [ ] | [ ] | [ ] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	2 | 0 | 0 | , | 0 | 0 | \$	
Égout	2	| | | | , | | | | \$	
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$	
Traitement des eaux usées	4	1 | 6 | 0 | , | 0 | 0 | \$	
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 0 | , | 0 | 0 | \$	

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau commerce	165,0000	4	
Eaux usées 2 logements	240,0000	4	
Ordure commerce	280,0000	4	
Aqueduc spécial	,0780	1	
Eau compteur	1,0000	7	1000 gallons impériaux
Eaux usées 5-6 logements	540,0000	4	
Vidange fosse	75,0000	4	
Eaux usées 3-4 logements	360,0000	4	
Eaux usées traitement plus de 6 logement	800,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	455 590	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	200	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1891 rue Principale
(no) (rue)
Saint-Cuthbert J0K 2C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 836-4852
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 836-4833
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mairie@st-cuthbert.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Richard Lauzon

Téléphone (450) 836-4852
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 836-4833
(ind. rég.) (numéro)

Courriel richard.lauzon@st-cuthbert.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Yvan Gaudet

Titre Comptable professionnel agréé

Adresse 368 chemin des Prairies
(no) (rue)
Joliette J6E 4J8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 759-3381
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 759-3401
(ind. rég.) (numéro)

Courriel y-gaudet@videotron.ca

Responsable du dossier Yvan Gaudet, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , RICHARD LAUZON , atteste que le rapport financier de Saint-Cuthbert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-27 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Cuthbert consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Cuthbert détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 23 385 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,0390 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-26 16:38:58

Date de transmission au Ministère : 2015/05/26

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Saint-Cuthbert

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	2 470 904	2 422 844	2 858 325
Investissement	2	288 048	321 496	374 645
	3	2 758 952	2 744 340	3 232 970
Charges				
	4	2 611 284	2 720 955	2 700 825
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	147 668	23 385	532 145
Moins : revenus d'investissement	6 (	288 048 ) (	321 496 ) (	374 645)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(140 380)	(298 111)	157 500
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	338 530	493 737	588 305
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	373 700 ) (	374 131 ) (	52 202)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	456 828 ) (	173 461)
Excédent (déficit) accumulé	12	175 550		
Autres éléments de conciliation	13		25 000	
	14	140 380	(312 222)	362 642
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		(610 333)	520 142

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 050 957	1 357 898
Autres	2	565 927	491 236
	3	1 616 884	1 849 134
Passifs			
Dette à long terme	4	4 546 439	4 905 319
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	948 052	585 220
	7	5 494 491	5 490 539
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(3 877 607)	(3 641 405)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	8 797 348	8 678 064
Autres	10	140 303	
	11	8 937 651	8 678 064
Excédent (déficit) accumulé	12	5 060 044	5 036 659

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	578 354	1 188 687
Excédent de fonctionnement affecté			
- Chalet des loisirs	14	151 813	151 813
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	151 813	151 813
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(329)	(329)
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	4 330 206	3 696 488
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	5 060 044	5 036 659

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	1 910 766	1 943 535	2 049 071
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 698	10 023	10 037
Quotes-parts	3			
Transferts	4	270 820	304 389	629 846
Services rendus	5	2 000	28 688	69 264
Autres	6	274 620	136 209	100 107
	7	2 470 904	2 422 844	2 858 325
Investissement				
Taxes	8	66 080	66 575	
Quotes-parts	9			
Transferts	10	221 968	224 921	374 645
Autres	11		30 000	
	12	288 048	321 496	374 645
	13	2 758 952	2 744 340	3 232 970

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	56 983	57 783		57 783		36 619
Autres	2	503 662	458 675	29 060	487 735		430 093
Sécurité publique							
Police	3	181 674	181 377		181 377		215 764
Sécurité incendie	4	149 526	147 313	3 443	150 756		145 710
Autres	5	7 313	15 538		15 538		6 164
Transport							
Réseau routier	6	547 477	528 166	269 046	797 212		784 308
Transport collectif	7	16 013	17 760		17 760		16 332
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	259 450	198 756	165 491	364 247		437 696
Matières résiduelles	10	217 354	247 560		247 560		262 930
Autres	11	1 571	1 571		1 571		3 871
Santé et bien-être	12	5 000	5 000		5 000		5 000
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	65 826	81 130		81 130		61 092
Promotion et développement économique	14	10 550	10 550		10 550		10 534
Autres	15		25 000		25 000		
Loisirs et culture	16	129 738	115 228	26 697	141 925		158 027
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	120 617	135 811		135 811		126 685
Amortissement des immobilisations	19	338 530	493 737	(493 737)			
	20	2 611 284	2 720 955		2 720 955		2 700 825

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3